

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2021
(Convocation du 10 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Madame Céline SALLES

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	30
• Voix	193
Pouvoirs	
• Nombre	2
• Voix	15
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	32
• Voix	208
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Céline SALLES, Christophe TERRAIN, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Xavier LAGRAVE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Bernard SOUDAR
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe BRETHERS, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Denis LANUSSE, Pierre CAZERES, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Madame Dominique DEGOS
- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Charles PELANNE, Thierry CARRERE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle CAZALIS, Christine FOURNADET, Philippe LATRY, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Antoine LEQUERTIER, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON



OBJET : Affaires budgétaires / Risques fluviaux - Sollicitation de subventions pour les dégâts causés aux ouvrages de protection contre les inondations suite aux crues de décembre 2020 et février 2021

Exposé des motifs :

Au vu des dégâts inventoriés sur les digues et berges de l'Adour moyen suite aux crues de décembre 2020 et février 2021, il a été précédemment décidé de rajouter une fiche programme (fiche n° 34) relative aux travaux de réparations envisagées sur les ouvrages de protection contre les inondations dans le cadre des conventions de délégations GEMAPI qui lient l'EPTB à certains EPCI-FP de l'Adour moyen.

Concernant les participations financières éventuelles à mobiliser, sont envisageables :

- Les fonds de solidarité mobilisés par l'État, sollicités à hauteur de 30% ;
- Des fonds régionaux à solliciter auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine, sollicités à hauteur de 20% ;
- Une participation départementale sollicitée à hauteur de 30% ;
- Le reste à charge incombera aux EPCI-FP, chacun pour ce qui le concerne, dans le cadre des conventions de délégation de compétences établies avec l'EPTB.

À noter que la participation étatique relèvera de deux dossiers distincts de demande d'aide, correspondant chacun à un évènement.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'arrêter à 463 269 € HT le coût total prévisionnel de remise en état des digues de protection contre les inondations,
- D'approuver les plans de financements prévisionnels afférents soit une participation financière de 30% pour l'État (dotation de solidarité), 30% pour le Département des Landes et 20% pour la Région Nouvelle-Aquitaine ; étant précisé que les restes à charges relèveront des EPCI-FP correspondants,
- D'autoriser le Président à mobiliser des financements auprès des partenaires financiers et à signer les documents afférents.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE